



TERMES DE REFERENCE

Recrutement d'un Conseiller en analyse institutionnelle et des politiques économiques et sociales à la Direction Exécutive de la CAD-Mali

1. Contexte

La Coalition des Alternatives Africaines Dette et Développement (CAD-Mali) est un mouvement social d'alternatives populaires de statut malien agréé par le Gouvernement du Mali en 2001. Elle regroupe quatre vingt cinq (85) organisations membres composés d'associations et d'organisations paysannes, de femmes, de jeunes, de tradithérapeutes, d'opérateurs économiques, d'ONG, de syndicats, de confession religieuse musulmane, chrétienne et de plusieurs individus engagés pour la cause des peuples.

Ce mouvement citoyen de défense des droits des peuples est issu de la campagne internationale « Jubilé 2000 » pour l'annulation de la dette (aperçu du volume et de la structure de la dette, sa légitimité et sa durabilité, la gouvernance, les accords commerciaux, l'efficacité de l'aide et les conditionnalités des bailleurs de fonds) a été sa perspective pour aborder la problématique de l'appauvrissement des peuples et les aspects injustes de la mondialisation néolibérale.

Elle est organisatrice des 8 éditions du Forum des Peuples en contrepoint au Sommet de G8, et du Sommet Alternatif Afrique/France (2005). Elle a co-organisé le Forum Social Mondial 2006 (Bamako).

La CAD-Mali compte mettre en œuvre avec l'appui de son partenaire Oxfam / Novib un projet « pont » afin de mieux se structurer, s'organiser et s'adapter à son environnement national, africain et international pour une atteinte efficace de sa mission dans le cadre de sa vision. Et instaurer un cadre de discussions fructueuses avec ses partenaires sur les enjeux, défis, faisabilité, outils et étapes de l'harmonisation enfin d'avoir une vision commune et partagée.

Les enseignements tirés des évaluations, les discussions avec les partenaires ont permis le choix des priorités suivantes pour ce projet « pont » :

- Un diagnostic institutionnel et organisationnel. Il devra permettre des adaptations fondamentales en pleine adéquation entre ce que fait la CAD-Mali en relation avec ses objectifs, le type de gestion en place, l'adéquation entre les ressources disponibles et celles nécessaires ;
- Une amélioration de ses outils et mécanismes de gestion et celle de ses démarches d'analyses des politiques, outils de plaidoyer et dialogue politique ;
- L'élaboration d'un nouveau plan stratégique décennal (2011-2021) ;
- L'élaboration et la soumission d'un programme triennal harmonisé (2011-2013) à ses partenaires. Et enfin la poursuite des discussions avec ses partenaires sur l'harmonisation, ses enjeux et défis, ses étapes et sa faisabilité etc.

De l'analyse des opportunités, quelques risques internes ont été ciblés comme suit :

- Dérapage institutionnel de la CAD-Mali : décalage (écart) entre la mission et les objectifs institutionnels et ses pratiques suite à la tendance de la CAD-Mali pendant plus de 4 ans à exécuter des projets plutôt que de se focaliser et persévérer dans son domaine d'excellence ;

- Exploitation insuffisante du capital humain disponible à la CAD-Mali suite à la faible fonctionnalité des bénévoles dès l'arrivée du personnel permanent ;
- Autarcie de la CAD-Mali par rapport aux acteurs clés du développement du Mali. Synergie et complémentarité restent à un niveau d'intentions (GSB, Forum des Organisations de la Société Civile - FOOSC, PCQVP, etc.), un manque de réflexe de coordination et de communication. Ceci risquait de nuire l'efficacité de la CAD-Mali dans la réalisation des changements politiques et pratiques ;
- Manque d'une politique systématisée en planification, monitoring, suivi-évaluation des programmes.

Le projet « pont » est une réponse fondamentale à ces risques ciblés. Ainsi pour relever ces défis, la CAD-Mali décide de recruter un **Conseiller en analyse institutionnelle et des politiques économiques et sociales**.

2. Mission et tâches

Sous la supervision du Secrétaire permanent, le **Conseiller en analyse institutionnelle et des politiques économiques et sociales** a la principale responsabilité de renforcer le cadre institutionnel et les capacités d'analyse des politiques économiques, sociales et environnementales ; de réseautage ; de dialogue politique et de plaidoyer de la CAD-Mali.

De façon spécifique, il s'agit entre autres :

2.1. Renforcement des capacités en analyse des politiques

- appui à une meilleure compréhension des politiques sociales, agricoles et commerciales (nationale, régionale et internationale) : vision ; choix et orientation ;
- appui à la valorisation et ou mise en place des outils et mécanismes appropriés d'analyse politique, de dialogue politique et de plaidoyer ;
- renforcer les capacités des chargés de projets, des bénévoles et des stagiaires sur les questions d'analyse de politique, économique, sociales et environnementales ;
- capitaliser l'expertise de la CAD-Mali sur les questions de politique de développement.

2.2. Réseautage et alliance

- appui à la consolidation du leadership politique de la CAD-Mali dans les alliances/réseaux/observatoires ;
- faciliter la mise en contact avec d'autres réseaux et alliances de défense des droits humains (national et international).

2.3. Dialogue politique et plaidoyer

- Appui à une meilleure compréhension des défis, enjeux et démarche globale de plaidoyer pour la promotion de l'intérêt général ;
- Appui les politiques gouvernementales de défense des intérêts publics ;
- Appui à la promotion de l'Observatoire sur la dette et le droit au développement.

2.4. Gouvernance interne

- Diagnostic des politiques, outils stratégies de gouvernance interne et externe ;

- promouvoir la gouvernance interne (transparence, audit public et redevabilité sociale) ;
- Appui au système de contrôle interne.

3. Profil du poste

Il est recherché un ou une candidate répondant au profil suivant :

3.1. Au niveau académique

- Titulaire d'un diplôme universitaire (minimum BAC+4) en sciences sociales, socio économie, agro économie ou équivalent ;
- 5 années d'expériences dans le monde des ONG, des luttes sociales, plaidoyer et dialogue politique.

3.2. Au niveau de l'expérience professionnelle

- Un savoir-faire en matière de formulation et de revue de politiques macro économique, méso et micro des domaines économiques, sociales et commerciales ;
- Une bonne connaissance des défis et enjeux des politiques nationales, régionales et internationales sur les droits humains ;
- Une bonne connaissance des concepts de dette, services socio de base, partenariat public-privé, d'autosuffisance alimentaire, de sécurité alimentaire, de souveraineté alimentaire, sécurisation foncière, genre et inclusion sociale ;
- Un savoir faire en réseautique et préparation des actions dialogue politique, de pression et plaidoyer (local, national et international) ;
- Un savoir-faire en gestion administrative, comptable et financière des projets ;
- De bonnes connaissances des outils informatiques (World et Excel).

3.3. Au niveau des aptitudes particulières

- Etre familiarisé avec les ONG/OPS/CT aux niveaux local, régional et national ;
- Bonne connaissance des partenaires Etat, OSC et PTF ;
- Connaissance des luttes sociales niveau local, régional et national ;
- Aptitude à travailler en équipe, de façon autonome et dans les situations de stress ;
- aptitude à communiquer, à négocier et à faire intermédiation ;
- Bonne connaissance gouvernance et redévabilité sociales.

4. Conditions générales de travail

- Le poste est basé à Bamako dans les locaux de la CAD-Mali.
- Entrée en fonction : **1^{er} février 2011.**
- Durée du Contrat : **1 année renouvelable avec possibilité de contrat à durée indéterminée**

5. Date et dépôt des dossiers

- Les dossiers de candidature comprenant : une demande manuscrite, un curriculum vitae détaillé, une lettre de motivation, une copie certifiée des attestations de diplômes et attestations de travail + références professionnelles, doivent parvenir sous pli fermé à la Direction Exécutive de la CAD-Mali à Djélibougou **Rue : 251 Porte : 370 // BP : 2521 // Djélibougou Bamako – MALI Email : cadmali@afribonemali.net** au plus tard le vendredi **28 janvier 2011**.
- La description de poste sera affichée au niveau de la Direction Exécutive de la CAD-Mali ou peut être téléchargée sur les sites suivants : www.forumdespeuples.org // www.cadmali.org // www.societecivilemali.org // www.secoong.net
- **NB** : Seuls les candidats présélectionnés seront convoqués pour les tests et entretiens. Les dossiers de candidature ne seront pas retournés.